

VD_FINDINFO HC / 2012 / 318 vom 16. Mai 2012

VD Tribunal cantonal, 2012-05-16, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2012___318

FR: VD_FINDINFO HC / 2012 / 318 du 16 mai 2012

IT: VD_FINDINFO HC / 2012 / 318 del 16 maggio 2012

Regeste

MESURE DE CONTRAINTE{DROIT DES ÉTRANGERS} | 76 al. 1 let. b ch. 1 LEtr, 76 al. 1 let. b ch. 3 LEtr, 76 al. 1 let. b ch. 4 LEtr, 76 al. 4 LEtr

Erwägungen

E. 1

Le recours au Tribunal cantonal est ouvert contre la décision du juge de paix ordonnant la détention administrative (art. 80 al. 1 LEtr ; 30 LVLEtr [Loi du 18 décembre 2007 d'application dans le Canton de Vaud de la LEtr, RSV 142.11]). Il est de la compétence de la Chambre des recours civile (art. 71 et 73 al. 1 LOJV [Loi d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979, RSV 173.01] et art. 18 al. 3 let. c ROTC [Règlement organique du Tribunal cantonal du 13 novembre 2007, RSV 173.31.1]). Interjeté dans le délai de dix jours de l'art. 30 LVLEtr par le recourant, qui y a un intérêt, le recours est recevable.

E. 2

Le juge de paix est l'autorité compétente en vertu des art. 17 et 20 LVLEtr. Ensuite de la décision définitive et exécutoire rendue le 18 juin 2009 ordonnant l'expulsion d'A._____ du territoire suisse avec délai de départ au 31 juillet 2009, puis de l'interpellation de l'intéressé le 9 avril 2012 dans un TGV en provenance de Paris, le juge de paix a été saisi par une requête motivée et documentée du SPOP du 10 avril 2012. Il a procédé à l'audition du recourant le jour-même, en présence d'un représentant du SPOP, et a résumé ses déclarations dans ce qu'elles avaient d'utile (art. 21 al. 1 et 2 LVLEtr). La procédure suivie a dès lors été régulière, ce dont le recourant ne disconvient pas. La Chambre des recours revoit librement la décision de première instance. Elle établit les faits d'office et peut ordonner à cet effet toutes les mesures d'instruction qu'elle juge utiles (art. 31 al. 1 et 3 LVLEtr). Elle peut en particulier tenir compte des faits postérieurs à la décision attaquée. L'état de fait a ainsi été complété en tenant compte des pièces, utiles à l'examen de la cause, produites en deuxième instance.

E. 3

a) Le recourant, aujourd'hui libéré et refoulé en France, considère qu'il a été détenu illicitement en violation de l'art. 5 par. 1 let. f CEDH et réclame par conséquent une indemnité réparatoire. Il soutient d'une part que les conditions de l'art. 76 al. 1 let. b ch. 1, 3 et 4 LEtr, disposition invoquée dans la décision attaquée, n'étaient pas remplies et, d'autre part, que le principe de diligence prévu à l'art. 76 al. 4 LEtr a été violé. b) Selon la jurisprudence, lorsqu'un étranger mis en détention administrative a invoqué une violation des art. 5 et 8 CEDH, il incombe à l'autorité d'examiner la licéité de la détention, même si l'étranger a été libéré dans l'intervalle (ATF 137 I 296). Selon l'art. 5 par. 1 CEDH, nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans certains cas particuliers, ainsi notamment s'il s'agit

de la détention régulière d'une personne contre laquelle une procédure d'expulsion est en cours (let. f) et selon les voies légales. Il convient donc de déterminer si la détention administrative du recourant est intervenue selon les voies légales au sens de cette disposition. Selon l'art. 76 al. 1 let. b LEtr, lorsqu'une décision de renvoi ou d'expulsion de première instance a été notifiée, l'autorité compétente peut, afin d'en assurer l'exécution, mettre la personne concernée en détention notamment si des éléments concrets font craindre que celle-ci entende se soustraire au renvoi ou à l'expulsion, en particulier parce qu'elle ne se soumet pas à son obligation de collaborer en vertu de l'art. 90 LEtr ou de l'art.

E. 8

al. 1 let. a ou al. 4 LAsi (Loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'asile, RS 142.31) (ch. 3) ou si son comportement permet de conclure qu'elle se refuse à obtempérer aux instructions des autorités (ch. 4). Ces deux chiffres décrivent des comportements permettant de conclure à l'existence d'un risque de fuite ou de disparition (Untertauchensgefahr) et peuvent donc être envisagés ensemble (Zünd, Kommentar Migrationsrecht, Zurich 2008, n. 6 ad art. 76 LEtr). Selon la jurisprudence, un risque de fuite existe notamment lorsque l'étranger a déjà disparu une première fois dans la clandestinité, qu'il tente d'entraver les démarches en vue de l'exécution du renvoi en donnant des indications manifestement inexacts ou contradictoires ou encore lorsqu'il laisse clairement apparaître, par ses déclarations ou son comportement, qu'il n'est pas disposé à retourner dans son pays d'origine (ATF 130 II 56 c. 3.1 ; TF 2C_984/2010 du 20 janvier 2011 c. 2 ; TF 2C_206/2009 du 29 avril 2009 c. 4.1). La simple supposition qu'un individu pourrait se soustraire à son renvoi ne suffit pas à justifier sa détention administrative (ATF 129 I 139 c. 4.2.1). En revanche, on peut se satisfaire d'un faisceau d'indices de soustraction au renvoi (ATF 129 I 139 c. 4.2.1 ; ATF 130 II 56 c. 3.1 ; ATF 125 II 369 c. 3b/aa ; ATF 122 II 49, rés. in JT 1998 I 95). En outre, à teneur de l'art. 76 al. 1 let. b ch. 1 LEtr, lorsqu'une décision de renvoi ou d'expulsion de première instance a été notifiée, l'autorité compétente peut, afin d'en assurer l'exécution, mettre la personne concernée en détention pour les motifs cités par l'art. 75 al. 1 let. b, c, g ou h ou 1bis LEtr, à savoir notamment lorsqu'elle menace sérieusement d'autres personnes ou met gravement en danger leur vie ou leur intégrité corporelle et fait l'objet d'une poursuite pénale ou a été condamnée pour ce motif (art. 75 al. 1 let. g LEtr) ou lorsqu'elle a été condamnée pour crime (art. 75 al. 1 let. h LEtr). S'agissant en particulier du motif de l'art. 75 al. 1 let. h LEtr, la jurisprudence a précisé que la condamnation pour un crime et l'existence d'une procédure de renvoi pendant suffisent, sans qu'il soit nécessaire d'examiner en plus s'il existe des indices concrets de volonté de l'étranger de se soustraire au renvoi (TF 2C_455/2009 du 5 août 2009 c. 2.1 et la réf. à TF 2A.480/2003 du 26 août 2004). Selon l'art. 10 CP (Code pénal du 21 décembre 1937, RS 311), est un crime l'infraction passible d'une peine privative de liberté de plus de trois ans. c) En l'espèce, après une très longue procédure de demande d'asile, débutée en 1990, le recourant a vu sa demande définitivement refusée et son admission provisoire levée en juin 2009 avec délai pour quitter la Suisse au 31 juillet de la même année. Le 8 septembre 2009, il a été convoqué par le SPOP pour un entretien fixé au 18 septembre 2009, mais ne s'y est pas présenté, de sorte que sa disparition a été inscrite au RIPOL. Tout au long de son séjour en Suisse, le recourant a par ailleurs fait l'objet de nombreuses condamnations pénales. Interpellé le 9 avril 2012 dans un TGV en provenance de Paris, alors qu'il se rendait en Suisse, selon ses explications pour venir y rendre visite à ses parents, il a déclaré vivre en France depuis le 31 juillet 2009 et a expliqué que sa demande de titre de séjour avait été acceptée par les autorités françaises, mais que, n'ayant actuellement pas de passeport, celles-ci ne pouvait en l'état pas lui délivrer un titre de

séjour. Il n'avait sur lui, au moment où il a été arrêté, qu'un document intitulé « récépissé de demande de carte de séjour » valable jusqu'au 1^{er} février 2012. A l'audience du premier juge du 10 avril 2012, le SPOP a précisé qu'il entreprendrait les démarches auprès des autorités françaises afin de savoir si le recourant pouvait être admis sur leur territoire et que, dans la négative, il serait renvoyé au Kosovo. Ces démarches ont été entreprises le 12 avril 2012 et la réadmission du recourant a été exécutée le 27 avril 2012, cette date ayant été fixée par les autorités françaises. Au vu de ces circonstances, force est de relever que les conditions justifiant une détention administrative en vue d'expulsion définies à l'art. 76 al. 1 let. b ch. 3 et 4 LEtr étaient en l'espèce réalisées. Des indices concrets laissaient en effet apparaître que le recourant n'était pas disposé à retourner dans son pays d'origine, malgré une décision définitive et exécutoire d'expulsion, et rien ne démontrait qu'il était effectivement autorisé à séjourner légalement en France. Les conditions de l'art. 76 al. 1 let. b ch. 3 et 4 LEtr étant remplies, il n'est pas nécessaire d'examiner si les conditions fixées à l'art. 76 al. 1 let. b ch. 1 LEtr l'étaient également. En outre, le SPOP a procédé aux démarches nécessaires sans tarder, puisqu'il a déposé une demande de réadmission auprès des autorités françaises deux jours après l'interpellation de l'intéressé. La date effective à laquelle le recourant a été réadmis et qu'il considère comme tardive, soit le 27 avril 2012, n'est quant à elle pas déraisonnable au vu des circonstances (collaborations internationales) et n'est de surcroît pas le fait des autorités suisses. On ne saurait donc retenir une violation du devoir de diligence. La détention administrative étant intervenue dans le respect du cadre légal, le recourant n'a pas été détenu illégalement en violation de l'art. 5 par. 1 let. f CEDH et n'a donc pas droit à une indemnisation. De toute manière, la compétence pour statuer sur l'allocation d'une indemnité pour détention illicite n'est pas donnée, dès lors que ce domaine relève de la compétence du juge civil ordinaire en première instance et non pas de la Chambre de ceans directement ; sur ce point, le recours est irrecevable. 4. En conclusion, le recours, pour autant que recevable, doit être rejeté dans la procédure de l'art. 322 al. 1 CPC, et l'ordonnance confirmée. Le présent arrêt peut être rendu sans frais. 5. Selon l'art. 25 al. 1 LVLEtr, lorsque la personne détenue est indigente, le conseil d'office reçoit une indemnité à la charge de l'Etat, les dispositions relatives à la rémunération des défenseurs d'office en matière pénale étant applicables. Le conseil d'office du recourant a déposé, le 1^{er} mai 2012, une liste des opérations, dont il ressort qu'il a consacré environ dix heures à la procédure de recours, ce qui peut être admis vu l'ampleur de la cause et le travail accompli. Compte tenu d'un tarif horaire de 180 fr., l'indemnité doit donc être fixée à 1'944 fr., TVA comprise. Les débours annoncés doivent être retenus à hauteur de 99 fr. 50, TVA comprise. Aussi, l'indemnité d'office de Me Vincent Demierre doit être arrêtée à 2'043 fr. 50, TVA et débours compris. Par ces motifs, la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, en application de l'art. 322 al. 1 CPC, prononce : I. Le recours est rejeté, dans la mesure où il est recevable. II. L'ordonnance est confirmée. III. L'arrêt est rendu sans frais. IV. L'indemnité d'office de Maître Vincent Demierre, conseil du recourant, est arrêtée à 2'043 fr. 50 (deux mille quarante-trois francs et cinquante centimes), TVA et débours compris. V. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président : Le greffier : Du 21 mai 2012 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. Le greffier : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : ■ Me Vincent Demierre (pour A. _____) ■ SPOP Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral - RS 173.110). Ce recours doit

être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ M. le Juge de paix du district de Lausanne Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.